

DÉPARTEMENT
CORREZE
CANTON
TULLE
COMMUNE
TULLE

ARRÊTÉ DU MAIRE

**ARRÊTE PORTANT REGLEMENTATION PROVISOIRE
DE LA CIRCULATION DES VEHICULES
SUR L'AVENUE ALBERT DE LA PRADELLE
ENTRE LE LUNDI 16 OCTOBRE ET LE VENDREDI 20 OCTOBRE 2023
(à partir de 20 h jusqu'à 5 h 00)
EN RAISON DE TRAVAUX**

Le Maire de la ville de TULLE,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment ses articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2,
- Vu le Code de la route notamment ses articles R 411-2, R 411-3, R 411-4, R 411-5, R 411-7, R 411-8,
- Vu la demande présentée par l'entreprise INEO Infracom, représentée par M. VIALLE Benoit, située 34 Avenue de l'industrie 19360 MALEMORT SUR CORREZE, afin de lui permettre d'effectuer des travaux de maintenance sur réseau FT Orange (ouverture de chambres Orange FT sur chaussée), sur l'avenue Albert de la Pradelle (entre le n°11 et l'intersection avec « Haut Monteil - Peyrafort ») ;
- Considérant qu'il convient, par mesure de sécurité de réglementer provisoirement la circulation de tous véhicules sur la voie précitée.

ARRÊTE

ARTICLE-1 : Entre le lundi 16 octobre 2023 et le vendredi 20 octobre 2023, à partir de 20 h 00 jusqu'à 5 h 00, le demandeur sera autorisé à effectuer des travaux de nuit de maintenance sur réseau FT Orange (ouverture de chambres Orange FT sur chaussée), sur l'avenue Albert de la Pradelle (entre le n°11 et l'intersection avec « Haut Monteil - Peyrafort »).

Des panneaux AK5 triflash et des cônes de Lubeck devront être mis en place afin de prévenir les usagers.

Le demandeur sera autorisé à stationner un véhicule de chantier à proximité du chantier.

La chambre se situe sur la chaussée. De ce fait, la circulation de tous véhicules s'effectuera en alternat régulé par des feux tricolores sur l'avenue Albert de la Pradelle, matérialisée au moyen de panneaux AK17 et KR11.

Interventions de nuit : le demandeur devra s'assurer de la conformité du balisage mis en place vis-à-vis de la réglementation énoncée dans le manuel du chef de chantier « voirie urbaine ». (panneaux rétroréfléchissants ; balisage frontal...)

Accès libre pour les services de secours et d'urgence.

ARTICLE-2 : La signalisation réglementaire appropriée matérialisant la prescription énoncée ci avant sera mise en place par le demandeur sous contrôle du service du Domaine Public de la ville de TULLE.

ARTICLE-3 : Ces dispositions seront applicables dès la signature du présent arrêté et la mise en place de la signalisation routière.

ARTICLE-4 : Les véhicules ne respectant pas les dispositions prévues ci-dessus seront considérés comme gênants. Ils pourront être enlevés et mis en fourrière, aux frais de leurs propriétaires.

ARTICLE-5 : Le présent arrêté est publié et affiché dans la commune de Tulle.

ARTICLE-6 : Copie du présent arrêté est adressé à : Demandeur - Services Techniques - Hôtel de police
- Presse - Smur - Samu - Centre de Secours - Tulle agglo Service Transport

ARTICLE-7 : Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées et sanctionnées conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE-8 : Les piétons, conducteurs de véhicules et le demandeur sont tenus de se conformer aux prescriptions supplémentaires qui pourraient leur être données par les agents des services de police nationale et municipale (Sécurité Domaine Public).

ARTICLE-9 : Monsieur Le Directeur Général des Services de la ville de TULLE et Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE-10 : Conformément à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, devant le tribunal administratif de Limoges par courrier postal à l'adresse suivante : 1, cours Vergniaud CS 40410, 87100 LIMOGES CEDEX. Le tribunal administratif de Limoges peut être saisi par l'application Télérecours accessible par le site <https://www.telerecours.fr> . Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire de Tulle. Cette démarche interrompt le délai de recours contentieux, ce dernier devant être introduit dans le délai de deux mois suivant une décision implicite ou explicite de l'autorité compétente (le silence de l'administration pendant le délai de deux mois valant décision implicite de rejet).

TULLE, le jeudi 12 octobre 2023

Le Maire-adjoint,

Michel BOUYOU

